

*Réglementation des prix*

Je le répète, cette proposition diffère d'un système général de régies sur les salaires et les prix. Toutefois, elle comporte certaines lacunes que je voudrais signaler à mes amis vis-à-vis et à ceux qui sont à l'extrême droite. Tout d'abord, j'estime que les régies sélectives de la sorte sont inévitablement arbitraires. Elles auront inévitablement un effet sélectif qui ne sera peut-être pas acceptable.

Les régies sélectives imposées par le gouvernement porteront probablement sur certains groupes tandis que d'autres ne seront pas touchés. C'est excellent en principe, mais la difficulté est que cela amène le gouvernement à adopter un programme général, car chaque groupe dans la collectivité veut que les autres soient l'objet des initiatives gouvernementales. Il est donc très difficile de faire en sorte que les régies sélectives le demeurent vraiment. En temps voulu, on s'engage dans un programme général avec les lacunes que j'ai signalées à propos des régies générales sur les salaires et les prix.

Le deuxième point est d'application générale et a trait non seulement aux contrôles sélectifs mais aux contrôles généraux. C'est un problème d'avertissement. L'adoption de mesures d'application globale, et il faudrait qu'elles le soient pour donner au gouvernement le pouvoir d'imposer des contrôles sur le prix de quoi que ce soit, constituerait une mise en garde générale. Il en irait de même de n'importe quelle mesure adoptée pour imposer des contrôles généraux sur les prix et salaires. Tous les commerçants seraient portés à se dire, «Haussons nos prix avant que le gouvernement n'adopte ces mesures».

On prétendra peut-être qu'il faudrait donner le pouvoir d'ordonner le retour aux prix antérieurs, mais si tout le monde prend les devants, il sera impossible de le faire dans tous les cas mais seulement dans certains.

Des contrôles sélectifs poseraient un autre problème à cause de la nature même de l'industrie canadienne, soit notre dépendance extrême sur le commerce extérieur. Supposons que le gouvernement ou la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires décide d'imposer un contrôle sélectif à un produit précis, à cause de hausses prétendues exorbitantes et usuraires, que ferions-nous alors dans le cas des produits destinés surtout à l'exportation? Si on appliquait certains contrôles sur les prix, on serait forcé d'appliquer certains contrôles sur les exportations. En d'autres termes, afin que les Canadiens continuent à être approvisionnés à un prix déterminé, il faudrait exercer des contrôles sur les exportations pour empêcher toutes les marchandises de quitter le pays afin d'obtenir les prix les plus élevés possibles à l'étranger. C'est dans la nature d'un autre contrôle sélectif; c'est en fait dans la nature d'un contrôle général des salaires et des prix. Dans un pays comme le Canada, où une part tellement élevée des revenus est tirée du commerce, il faudrait que le contrôle des prix et des salaires soit suivi de contrôles sur les exportations, de subventions à l'importation, de taxes à l'exportation, etc.

● (1500)

Je dis à mes amis d'en face que ce qui a l'air d'un programme très simple mais sélectif nous amènerait très rapidement à adopter une réglementation qu'il vaudrait mieux éviter si nous voulons arriver à faire face à l'inflation mondiale actuelle. J'aimerais revenir un instant sur ce sujet, monsieur l'Orateur. C'est un des rares cas d'infla-

[M. Sharp.]

tion universelle dans l'histoire mondiale. La plupart des grandes inflations du passé se sont produites dans certains pays, notamment en Allemagne, au Brésil, au Pérou ou au Chili, mais c'est une des rares fois dans l'histoire mondiale que l'on connaît une inflation universelle.

**M. Hellyer:** Vous n'y comprenez rien!

**M. Sharp:** Nous la comprenons très bien et c'est pour cela que nous n'avons pas de réponses immédiates comme le contrôle des prix. Nous devons examiner la cause sous-jacente du problème. Je n'entrerai pas dans les détails, car ils sont connus. Voyons la situation alimentaire dans le monde. Le problème ne sera pas résolu par le Canada. C'est un problème mondial. En fait, nous sommes sur le point de connaître le problème le plus grave que le monde ait jamais connu dans le domaine de l'alimentation. Je ne dis pas cela pour justifier que nous ne nous lançions pas dans un contrôle des prix ou des salaires ou dans certains contrôles préconisés par les députés d'en face, mais parce que la seule solution, c'est l'accroissement de notre production. C'est ce dont le monde a besoin, que ce soit dans le domaine de l'alimentation, des combustibles, du vêtement.

La politique de tous les gouvernements devrait tendre à augmenter l'offre. A mes amis de l'autre côté, je dis donc que leurs idées ne sont pas sans mérite; je leur dit simplement que ce n'est pas productif par rapport à ce qu'il faut faire actuellement. C'est pourquoi le gouvernement n'adopte pas les solutions présentées aujourd'hui.

**Des voix:** Bravo!

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Que direz-vous quand vous les adopterez?

[Français]

**M. Jean-Marie Boisvert (Drummond):** Monsieur le président, la motion présentée par le Nouveau parti démocratique remet en cause tout le problème de la hausse du coût de la vie et vise, par une suggestion, à apporter une solution.

Dans la motion, on dit, et je cite:

Que la Chambre demande au gouvernement d'envisager la présentation immédiate de mesures législatives destinées à contrôler de façon sélective le prix des produits essentiels et à donner au gouvernement ou à la Commission de surveillance des prix le pouvoir d'empêcher les augmentations de prix injustifiables.

Mais lorsqu'on demande une telle chose on pense au bien des Canadiens. Lorsqu'on est en contact avec la population, avec la réalité, on s'aperçoit que l'inflation commence à faire mal à plusieurs citoyens.

On a beau dire qu'il y a pénurie ici et là, les gens n'en croient pas un mot. Lorsqu'on dit, par exemple, qu'il y a pénurie d'essence au Canada, cela devient presque une farce. On se moque alors de la population, mais les gens ne tombent pas dans le panneau aussi facilement que le gouvernement l'espérerait.

Au Canada, les réserves actuelles de pétrole peuvent suffire non seulement à la consommation canadienne, mais à celle d'une grande partie du monde. On dit que la production pétrolière du Canada n'est qu'au tiers de sa capacité, et cela était vrai même avant la découverte des sables bitumineux du nord de l'Alberta et de la Saskatchewan. Ce n'est pas à cause d'une pénurie que les prix augmentent.